

International

AFRIQUE-MALI : L'OPINION ET LA SÉCURISATION DU PAYS

François Backman

05/07/2021

Alors que le second coup d'État semble installer davantage les militaires au pouvoir, François Backman analyse l'état de l'opinion publique malienne, et notamment par rapport aux questions de sécurité intérieure.

Le Mali a de nouveau fait la « une » de l'actualité avec un nouveau putsch fin mai 2021, accentuant la « colonellisation » du pays. Le premier coup d'État de la mi-août 2020 avait vu la chute du président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) et la mise en place d'un gouvernement de transition où les militaires *trustaient* déjà les principaux postes. En France, c'est surtout l'annonce par Emmanuel Macron du redimensionnement de l'opération Barkhane qui a fait l'objet de nombreux commentaires. Ce peut être l'occasion de revenir sur la question sécuritaire vu du côté de l'opinion malienne. En effet, la perception qu'en ont les populations tranche quelque peu d'avec celle des responsables politiques que ceux-ci soient maliens, africains ou occidentaux. Même chose pour les commentaires du microcosme bamakois ou les analyses des *columnists* étrangers.

En route pour un très rapide survol des avis et opinions des Maliens sur les questions sécuritaires. Ces quelques lignes s'appuient sur le dernier *Mali-mètre*, sondage annuel réalisé depuis plus d'une décennie par la Fondation Friedrich-Ebert. ¹

Force est d'admettre que, depuis l'arrivée des colonels au pouvoir il y a bientôt un an, les perceptions des Maliens sur la sécurisation du pays n'ont guère évolué.

L'accord d'Alger : Kesako ?

Signé fin juin 2015, l'Accord d'Alger est censé ramener la paix dans le pays en traitant notamment de la question du Nord-Mali. Un référendum constitutionnel est nécessaire pour son application et les autorités de la Transition jurent leurs grands dieux que celui-ci se tiendra en octobre prochain. On peut toutefois légitimement penser que, six ans après sa signature, cet Accord risque d'être quelque peu obsolète vu l'évolution de la situation. Choguel Maïga, ex-principal opposant aux

colonels devenu Premier ministre le 7 juin dernier, après le second putsch, parle d'une nécessaire « relecture intelligente ».

« Relecture » ou pas, référendum à date ou pas, près de huit Maliens sur dix ne connaissent pas ou quasiment pas l'Accord d'Alger. La concrétisation de ce fameux accord piétinant depuis maintenant six ans, l'opinion reste toujours peu sensibilisée sur la question, même si les colonels de la Transition ont fait de son application l'un de leurs chevaux de bataille. Le régime de l'ex-président IBK n'avait rien entrepris pour informer ses compatriotes, et les colonels semblent être sur la même « longueur d'onde ». Les régimes se succèdent et les pratiques restent similaires.

Pour les rares Maliens qui connaissent l'Accord, essentiellement ceux disposant d'un capital culturel élevé, celui-ci est en *stand-by*. *Vox populi*... Le socle de la contestation de l'Accord viendrait avant tout de la diaspora malienne.

Sur ce point, les années passent et rien ne change. Alger « c'est du brouillard », Alger c'est moins parlant que les exactions de tel ou tel groupe armé et surtout nettement moins important que le prix du sac de riz ; on a là une constante qui structure l'opinion. La question a beau agiter les dirigeants politiques, en l'état elle laisse de marbre l'écrasante majorité des populations en proie aux difficultés du quotidien. Les Maliens veulent la paix et la tranquillité, et d'une certaine façon peu importe comment on y parviendra, Accord d'Alger ou pas, voilà le leitmotiv. Avec les colonels ou avec d'autres, pourrait-on ajouter.

Insécurité, ONU, Barkhane et compagnie

Sur cinq ans, le sentiment d'insécurité reste toujours aussi élevé : entre six et sept interviewés sur dix pensent que l'insécurité a augmenté ou est restée au même niveau. Rien de neuf, là encore. Concernant les déplacements et les voyages dans le pays, dans les régions du Nord (Gao, Kidal, Tombouctou) et dans celle de Mopti, au centre du pays, entre sept et huit Maliens sur dix se sentent en insécurité dès qu'il faut se déplacer. Rappelons que l'insécurité n'est pas seulement le fait des groupes terroristes mais qu'il existe un banditisme en mode coupeurs de route dans nombre de régions et que l'armée malienne n'est pas non plus exempte de diverses exactions.

Quant aux trois principaux dispositifs sécuritaires (Minusma, Barkhane, G5-Sahel), on leur reproche de ne pas suffisamment protéger les populations contre les diverses formes de violences. La satisfaction à leur égard reste toujours minoritaire concernant les deux premiers. C'est quasiment la même chose pour l'action du G5-Sahel. Les plus au fait de la question, essentiellement les diplômés post-baccalauréat, sont critiques vis-à-vis de la force onusienne ou de Barkhane et

davantage satisfaits de l'action du G5-Sahel, qui reste quelque peu embryonnaire. Au sujet de ce dernier, si cette image de pays africains reprenant la main sur la sécurité sur leur territoire aurait pu être utilisée par la Transition, il n'en est apparemment rien plus de dix mois après l'arrivée des colonels au pouvoir.

Ces trois dispositifs ne semblent donc pas au niveau des attentes des populations pour ramener la sécurité et n'engagent pas vraiment un véritable sentiment de confiance. Ceci n'étonnera guère ceux qui connaissent le pays.

Pour ce qui est des Forces armées maliennes (Famas), fierté nationale oblige, ce sont les fils du pays, neuf Maliens sur dix se disaient, début mars 2021, satisfaits de leur travail et de leur action. Mais une même proportion n'a aucune connaissance de la réforme de l'armée qu'entend mener la Transition. Problème là encore.

Au-delà des chiffres

Au niveau militaro-sécuritaire, si les perceptions des populations maliennes ne semblent guère évoluer depuis des années, il en va de même pour les divers acteurs en charge de lutter contre le terrorisme et le banditisme. Les récentes éliminations ciblées de Barkhane ne sont que des arbres cachant la forêt. La question de l'armée malienne et de son opérationnalité reste sur le devant. Ainsi la ville de Dinangourou, dans le centre du pays en pays dogon, dix mille habitants, est assiégée depuis début mai par des forces liées à la Katiba Macina, proche d'AQMI, et rien ne semble être fait à date. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. La Transition ne semble donc pas en mesure de mettre en musique des victoires « décisives », ne serait-ce que symboliques, contre les groupes armés. Il est certes plus « facile » de faire de la politique.

Au plan du *timing*, elle ne répond, malheureusement, que très imparfaitement aux urgences. Urgences qui sont d'ailleurs loin d'être uniquement sécuritaires. Par exemple, on ne voit toujours pas d'actions fortes en matière de soutien alimentaire aux centaines de milliers de Maliens en situation de stress nutritionnel. Certes, lors du conseil des ministres du 25 juin dernier, les priorités ont été définies et elles répondent pour la plupart aux attentes – retour de la sécurité, organisation des élections, renforcement du secteur judiciaire, mise en œuvre de l'Accord d'Alger, réforme de l'éducation, développement de l'agriculture, développement du « capital humain » –, mais s'étendent sur la période 2022-2024, autant dire sur une période rimant avec science-fiction pour la majeure partie des Maliens. Prévoir est bien évidemment nécessaire, agir maintenant et vraiment devrait être l'impératif, vu l'état du pays.

Sur le plan politique, ces chiffres mettent une fois de plus en lumière l'incurie du régime d'IBK, détrôné l'été dernier, qui porte objectivement une responsabilité historique sur la question sécuritaire, comme sur nombre d'autres d'ailleurs. Ils disent également la difficulté que rencontrent la Transition et les colonels pour convaincre et toucher des populations qui restent assez éloignées des bisbilles politiques bamakoises. Ils traduisent enfin le changement de façade des pratiques du personnel politique malien, les colonels semblant toujours user des mêmes et vieilles ficelles : peu importe les populations, pas besoin de les informer puisque nous, « les politiques », nous savons.

Plus globalement, c'est toujours d'État faible, voire absent dans nombre de régions, dont il s'agit, un État peu à même d'assurer un semblant de sécurité. Dès lors, il n'est pas étonnant que les populations tombent dans l'anomie, voire se tournent vers des formes alternatives à l'État central malien, que celle-ci émanent de groupes « djihadistes » ou d'initiatives communautaires. Si l'on prend encore un peu de recul, on peut se demander où veut vraiment aller la Transition, derrière ses difficultés pour rétablir un semblant de sécurité dans le pays et par-delà les dates annoncées pour les différents processus électoraux.

Le Mali-Titanic coule et l'orchestre joue toujours ses mêmes morceaux ? On peut se poser la question.

Merci aux Maliens anonymes et à Alexandre Konan Dally pour avoir relu ces pages.

Olivier Dubois, journaliste français opérant depuis des années au Mali, a été enlevé le 8 avril dernier. À l'heure où ces lignes sont écrites, il n'a toujours pas recouvré sa liberté. #FreeOlivierDubois

1. Cf. Friedrich-Ebert-Stiftung, *Malimètre. Enquête d'opinion (12^e vague)*, juin 2021 (n = 2258 personnes, 18 ans et plus, réparties dans le district de Bamako et l'ensemble des capitales régionales). L'enquête s'est déroulée du 8 au 26 mars 2021, soit sept mois après le renversement du président Ibrahim Boubacar Keïta et l'arrivée des colonels au pouvoir. Même si ce travail souffre de manques, même si certaines questions restent très occidentales, il confirme des tendances lourdes relevées années après années.